



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Accord-cadre à bons de commande relatif à la veille, la synthèse et l'analyse des médias et des réseaux sociaux pour les services centraux du ministère de la Justice

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AU TROIS LOTS (CCAP)

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 Contexte	4
1.2 Objet du marché	4
1.3 Bénéficiaires	5
Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 3 - ALLOTISSEMENT	5
Article 4 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	6
Article 5 - PROCEDURE.....	6
Article 6 - DUREE DU MARCHÉ.....	7
Article 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
8.1 Suivi administratif, de la qualité et de l'exécution des prestations.....	7
8.2 Suivi juridique de l'accord-cadre.....	8
8.3 Suivi juridique de l'accord-cadre.....	8
8.4 Emission et exécution des bons de commande	8
8.5 Obligations du Titulaire.....	9
Article 9 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....	12
Article 10 - PRESTATIONS SIMILAIRES	13
Article 11 - CLAUSE SOCIALE D'EGA-CONDITIONNALITE.....	13
Article 12 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	14
Article 13 - CLAUSE DE REEXAMEN	15
Article 14 - CONFLIT D'INTERET	15
Article 15 - CONDUITES ET SUIVI DES PRESTATIONS	16
15.1 Conduite des prestations	16
15.2 Interlocuteur désigné par le Titulaire	16
15.3 Changement d'intervenant à l'initiative du Titulaire	16
15.4 Récusation d'un intervenant par le ministère.....	16
15.5 Obligations relatives au suivi financier, statistiques, et suivi achats.....	17
15.6 Mise à disposition d'un numéro de correspondance et d'une adresse courriel uniques	17
Article 16 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES.....	17
Article 17 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
Article 18 - PRIX DU MARCHÉ	18
18.1 Forme et contenu des prix	18
18.2 Révision des prix.....	18
18.3 Clause de sauvegarde.....	19
18.4 Modalité de facturation	19
18.5 Taux de TVA.....	20
18.6 Monnaie.....	20
18.7 Modalités de transmission des factures.....	20

Article 19 - Modalités de règlement.....	21
19.1 Nantissement ou cession de créances	22
19.2 Avances	22
Article 20 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	22
20.1 Assurances	23
20.2 Justificatifs sociaux.....	23
20.3 En cas de modifications relatives au Titulaire du marché	24
Article 21 - REMISE DE DOCUMENTS ATTESTANT DE L'ABSENCE D'EMPLOI DISSIMULE	24
21.1 Travailleurs étrangers	24
21.2 Travailleurs détachés	25
Article 22 - LANGUES	26
Article 23 - RESILIATION.....	26
Article 24 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26
Article 25 - PENALITES	26
Article 26 - SOUS-TRAITANCE	29
Article 27 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	29
27.1 Différends.....	29
27.2 Litiges et contentieux	32
Article 28 - Article 27 – DEROGATIONS AU CCAG-FSC	32

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Contexte

Le ministère de la Justice assure, pour le cabinet du garde des Sceaux, le porte-parole, les directions centrales, les juridictions et les services déconcentrés, l'information et l'analyse des sujets suivis par le ministère dans les médias (presse écrite et en ligne, médias audiovisuels), sur les réseaux sociaux et dans l'opinion.

Afin de mener à bien ses missions, le ministère de la Justice a besoin :

- d'être alerté et de recueillir au plus vite toute information susceptible de concerner le ministère de la Justice ;
- de pouvoir rapidement alerter le cabinet du ministre, le porte-parole et les directions, sous forme brute ou sous forme de synthèses et d'analyses ;
- d'accéder à une base de données unique recensant l'ensemble des retombées médiatiques (print, en ligne, audiovisuelles) sur la base d'un corpus exhaustif de la presse nationale, régionale et spécialisée et permettant la mise en place d'alertes automatiques et la réalisation - par les équipes du ministère de la Justice ou par le Titulaire - de revues de presse ;
- d'éditer quotidiennement des formats consolidés des retombées médiatiques sous la forme de panoramas de presse nationale et régionale ;
- d'être en capacité d'externaliser ponctuellement une partie de son offre de son service en matière d'analyse des médias et des réseaux sociaux.

1.2 Objet du marché

L'accord cadre a pour objet la mise en place d'un service de veille médiatique couvrant les supports presse écrite (print), en ligne (online) et audiovisuels (radio-TV) afin d'assurer :

- l'accès à une base de données en ligne, permettant la mise en place d'alerting automatique et la réalisation de revue de presse exhaustive sur une thématique définie ;
- la production quotidienne de trois panoramas et d'une synthèse assurant une couverture la plus représentative de l'actualité du ministère de la Justice et des sujets associés ;
- la possibilité d'externaliser l'offre de veille et d'analyse sur des thématiques ciblées, le soir ou le week-end, lors d'une crise médiatique ou pour couvrir des besoins courants.

La référence CPV correspondant à l'objet de l'accord-cadre est :

92400000-5 : Services d'agence de presse

Ce marché est ouvert aux programmes suivants afin que les services déconcentrés et les juridictions puissent commander sur ce marché :

- Administration centrale : **310** - Conduite et pilotage de la politique de la justice
- DSJ : **166** - Justice judiciaire
- DAP : **107** - Administration pénitentiaire
- DPJJ : **182** - Protection judiciaire de la jeunesse

Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) (Commun aux trois lots) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du Titulaire (Cadre de réponse technique (CRT) ; Mémoire Technique) ;
- l'annexe 1 au CCTP concernant les panoramas ;
- les annexes 1, 2 et 3 au CRT relatives aux tests ;
- les modèles de templates ;
- toutes les pièces accompagnant l'offre et le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre est composé de 3 lots :

- **Lot n° 1** : Base de données médias (print, en ligne, audiovisuels) permettant la réalisation de revues de presse (par le Titulaire ou le ministère) et l'alerting ;
- **Lot n° 2** : Réalisation quotidienne de trois panoramas de presse (national, régional et light) et d'une synthèse quotidienne de la presse nationale et régionale ;
- **Lot n° 3** : Veille et rédaction de notes d'analyse médias et réseaux sociaux.

Article 4 - FORME ET MONTANT DU MARCHE

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par émission de bons de commande (articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique) sans montant minimum.

MONTANTS SUR LA DUREE TOTALE DE L'ACCORD-CADRE

	Montants estimatifs HT	Montants maximum HT
Lot n° 1 : Base de données médias (print, en ligne, audiovisuels) permettant la réalisation de revues de presse (par le Titulaire ou le ministère) et l'alerting	706 400 €	1 412 800 €
Lot n° 2 : Réalisation quotidienne de trois panoramas de presse (national, régional et light) et d'une synthèse quotidienne de la presse nationale et régionale	1 300 000 €	2 600 000 €
Lot n° 3 : Veille et rédaction de notes d'analyse médias et réseaux sociaux	41 600 €	83 200 €

En cas d'atteinte du montant maximum avant la fin de la période d'exécution, la période suivante sera déclinée automatiquement. La durée totale du contrat sera alors réduite.

Article 5 - PROCEDURE

Le présent accord-cadre à bons de commande est passé selon la procédure adaptée en raison de la nature du marché (prestation services culturels) et en application des articles R2123-1 3°, R2123-4, R2123-5, R2123-7, R2143-1, R2151-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le présent marché est conclu selon une structure à tranches, conformément aux articles R. 2113-4, R. 2113-5 et R.2113-6 du code de la commande publique.

Article 6 - DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement deux fois, une 1^{ère} fois 12 mois et une 2^{ème} fois 12 pour une durée totale du marché de 48 mois.

Une phase de test sera organisée à partir du 08 décembre 2025.

Les prestations du marché débuteront le vendredi 12 décembre 2025.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la décision est communiquée au Titulaire au minimum six (6) mois avant la date anniversaire (date de notification du marché). Aucune indemnité n'est versée au Titulaire en cas de non reconduction de l'accord-cadre par l'administration.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations se déroulent dans tous les lieux où le ministère est établi à savoir la France métropolitaine, les départements et régions d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer.

Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Suivi administratif, de la qualité et de l'exécution des prestations

La direction de projet en charge du suivi général de l'exécution du présent marché au sein du ministère est :

Ministère de la Justice

**Délégation à l'information et à la communication (DICOM) Bureau de presse et veille média
13, place Vendôme 75042 PARIS cedex 01 / Tél : 01.44.77.60.60**

Le Bureau presse et veille assure, tout au long de la durée du marché, le suivi administratif et de la qualité des prestations et de leur bonne exécution. La délégation de l'information et de la communication procède à la signature des bons de commande et à la constatation du service fait.

A ce jour, le chef de projet en charge du suivi du dispositif pour la personne publique est : Julien ROMAN, Délégation à l'information et à la communication (DICOM) - Bureau de presse et veille média : julien.roman@justice.gouv.fr ; presse-justice@justice.gouv.fr (chef du pôle veille et analyse).

Le pouvoir adjudicateur notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire. Le changement d'interlocuteur ne sera pas constaté par voie d'avenant.

8.2 Suivi juridique de l'accord-cadre

Le bureau des marchés assure le suivi juridique de l'accord-cadre, incluant notamment la rédaction et la passation d'éventuels avenants. Le bureau des marchés est également rendu destinataire de toute anomalie constatée dans la prestation effectuée.

A ce jour, la personne en charge du suivi juridique pour la personne publique est :

Matthieu TROADEC : matthieu.troadec@justice.gouv.fr ; dma-bm.sfa-sg@justice.gouv.fr
(acheteur public)

Le pouvoir adjudicateur notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire. Le changement d'interlocuteur ne sera pas constaté par voie d'avenant.

8.3 Suivi juridique de l'accord-cadre

Le Titulaire désigne en la personne de (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse courriel à compléter par le prestataire) :

l'interlocuteur du ministère, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour toute communication, il convient d'indiquer dans l'objet du mail l'objet du marché et le numéro du marché.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné. Le changement d'interlocuteur ne sera pas constaté par voie d'avenant.

8.4 Emission et exécution des bons de commande

Chaque bon de commande fait mention des éléments suivants :

- Les références du présent accord-cadre ;
- Les nom, adresse et numéro SIRET du Titulaire de l'accord-cadre ;
- Le numéro d'identification du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- La date d'établissement du bon de commande ;
- Le caractère éventuellement urgent de la commande ;
- Le nom de la direction, du service et de la personne à l'origine de la commande ;
- La désignation et la quantité des éléments commandés ;
- Le prix journalier ou unitaire des éléments commandés ;
- Le montant total du bon de commande hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- La date du bon de commande ;

- La date d'exécution de la prestation ;
- Le lieu concerné par la commande ;
- La période couverte par le bon de commande ;
- L'imputation budgétaire ;
- La désignation du comptable assignataire ;
- Le Code service exécutant (CSE).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard dans les **6 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire de l'accord-cadre est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.5 Obligations du Titulaire

8.5.1 Obligations du Titulaire en matière de sécurité et de confidentialité des données

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentielles les informations, les documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents, ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur peut demander, à tout moment, au Titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements. Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de transfert sécurisé des données qu'il devra définir dans le cadre de réponse.

Le Titulaire s'assure de respecter les règles du RGPD.

Dans la mesure où le prestataire aura accès et traitera de données à caractère personnel pour le compte, sur instruction et sous l'autorité du pouvoir adjudicateur, il devra se conformer aux

dispositions de l'article 28 du RGPD relatif à la sous-traitance de données.

Ainsi lorsque le prestataire interviendra en tant que sous-traitant dans la mise en œuvre des traitements de données personnelles pour le traitement du courrier et la gestion électronique des documents, il devra offrir des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

I Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Conformément au Règlement Européen sur la protection des données 2016/679, le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance, prévues dans le CCTP ;
2. traiter les données conformément aux instructions du responsable de traitement ;
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. s'interdire de transférer hors du pouvoir adjudicateur les données personnelles auxquelles il a eu accès, en dehors des consignes données par le responsable du traitement ;
6. notifier au responsable de traitement les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ;
7. aider, dans la mesure du possible, le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (voir alinéa 3 du II) : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage) ;
8. aider le responsable de traitement dans le cadre du respect par ce dernier de ses obligations en matière de réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et lui apporter son concours pour toute consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
9. mettre en œuvre les mesures de sécurité permettant de garantir la confidentialité des données dont il a connaissance ;
10. communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, désigné conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ;
11. au terme du marché, pour quelque cause que ce soit, détruire les données ainsi que

les copies existantes dans ses systèmes d'information, après les avoir restituées au responsable de traitement. Le sous-traitant devra justifier par écrit de cette destruction.

II Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données nécessaires au traitement visées au présent cahier des charges ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
3. respecter le droit à l'information des personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données, le cas échéant avec l'aide du sous-traitant (conformément à l'alinéa 7 du I) ;
4. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le Règlement Européen sur la protection des données de la part du sous-traitant.

8.5.2 Obligations de résultat

Pour l'ensemble des prestations, le Titulaire a une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, modalités et conditions de prise en charge financière prévus dans les documents contractuels du présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le Titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire.

Le Titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à ceux-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- exécuter intégralement les prestations et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le Titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels,

consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

8.5.3 Obligations d'information

Le Titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution de la prestation.

Le Titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le Titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

8.5.4 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Le Titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

8.5.5 Contrôle de l'exécution et de la qualité des prestations

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des services livrés avec les spécifications de l'accord-cadre. L'admission donnera lieu à un service fait permettant la facturation.

Les opérations de vérification et d'admission sont réalisées conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

En cas d'inexécution, d'exécution partielle, de mauvaise exécution des prestations ou de retard, l'administration peut fixer le montant de la réfaction correspondant à la prestation non effectuée, mal exécutée, ou effectuée **tardivement et ce, sans préjudice d'une possibilité de résiliation aux torts du Titulaire.**

Article 9 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Description du besoin technique :

La description détaillée des prestations attendues par l'administration figure au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour l'ensemble des lots.

Fractionnement des prestations :

Le lot 1 Base de données médias (print, en ligne, audiovisuels) permettant la réalisation de revues de presse (par le Titulaire ou le ministère) et l'alerting à une tranche ferme et une tranche optionnelle n°1 comme détaillé ci-dessous (ainsi qu'à l'article 5 du CCTP).

Lot n° 1	Tranche ferme (TF)	Base de données ; Revues de presse thématiques sur demande
	Tranche optionnelle n° 1 (TO1)	Veille audiovisuelle et retranscription (Alertes audiovisuelles ; Retranscription

L'exécution ou non de la tranche optionnelle (affermisssement) sera définie et notifiée au Titulaire lors de la notification du marché ou à postériori au cours du marché.

Article 10 - PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au Titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du CCP, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de notification du présent marché.

Le prix de ces prestations similaires consistant au maintien de la solution réalisée est compris dans le montant initial du marché.

Article 11 - CLAUSE SOCIALE D'EGA-CONDITIONNALITE

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations.

A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors, le Titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le Titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, deux (2) mois avant la fin du marché :

[Promotion Diversité, Lutte contre les discriminations et Egalité femmes/hommes - 1/12 \(sphinxonline.net\)](http://sphinxonline.net)

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné dans les quinze (15) jours suivant la notification du présent marché.

Article 12 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire doit mettre en place des mesures et dispositifs qui permettent la réduction de l'empreinte environnementale.

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le Titulaire déclare respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement. Il peut également mettre en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution du marché. Il doit être capable d'en apporter la preuve sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire doit assurer l'efficacité énergétique de sa solution logicielle et de son hébergement.

L'ensemble des livrables est fourni au format numérique.

Impact carbone :

Le représentant du pouvoir adjudicateur souhaite mesurer l'impact carbone des activités liées au marché.

En vertu des dispositions des articles L229-25 et R229-47 du Code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés sont tenues d'établir un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES).

Au titre du présent marché, le Titulaire qui relèverait de ces dispositions, doit présenter au ministère et commenter le bilan carbone ou gaz à effet de serre généré par l'activité liée à la réalisation des prestations prévues par le marché (déplacements, stockage numérique, etc.)

La méthode employée sera celle présentée dans le guide sectoriel de l'ADEME intitulé : « Tertiaire non marchand », disponible dans la rubrique ressources documentaires sur le site Internet de l'ADEME ou par le lien suivant : <https://bilans-ges.ademe.fr/docutheque/Guide-Sectoriel-tertiaire-non-marchand.ext>

Cette évaluation annuelle ne donne pas lieu à une obligation de compensation. Elle doit être communiquée à l'acheteur à chaque date anniversaire de la mise en place des contrats collectifs par courriel (1^{er} octobre de l'année N).

En cas d'évolution de la réglementation dans ce domaine en cours d'exécution du marché, le Titulaire est tenu d'appliquer d'office, sans qu'un avenant soit nécessaire et sans surcoût, les nouvelles dispositions législatives et/ou réglementaires.

Article 13 - CLAUSE DE REEXAMEM

Evolution du périmètre contractuel

Les prestations peuvent être modifiées en fonctions des décisions du représentant du pouvoir adjudicateur comme suit :

- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter de prestations spécifiques nécessitant une mise en œuvre particulièrement conséquente.

L'ensemble de ces modifications peuvent faire l'objet d'avenants établis en concertation avec le Titulaire.

Le Titulaire en est averti par une décision du ministère qui lui est notifiée. Un avenant est réalisé à cet effet.

Article 14 - CONFLIT D'INTERET

Les intervenants des Titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité. Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme suit :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent marché toute personne (Titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le Titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

Article 15 - CONDUITES ET SUIVI DES PRESTATIONS

15.1 Conduite des prestations

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du Titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites.

Le Titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en oeuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

15.2 Interlocuteur désigné par le Titulaire

Le Titulaire s'engage à mettre en place des équipes de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

15.3 Changement d'intervenant à l'initiative du Titulaire

Le Titulaire indique au ministère, la procédure à suivre en cas d'absence du correspondant principale du Titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le Titulaire doit désigner un remplacement.

En cas de changement d'interlocuteur principale ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le Titulaire doit en aviser le service concerné au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire assure la formation du remplaçant. Le Titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

15.4 Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le service DICOM se réservent le droit, sur justification motivée, de récuser toute personne ne possédant pas les compétences souhaitées.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le Titulaire doit présenter sous dix (10) jours ouvrés maximum, une fois averti, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes visées.

Si le Titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité serait appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation.

15.5 Obligations relatives au suivi financier, statistiques, et suivi achats

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière et contractuel du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de :

- transmettre à l'adresse mail du service achats qui sera uniquement transmise aux futurs Titulaires après notification de l'accord-cadre, un état semestriel de la consommation globale ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise telles que :
 - réunion de bilan annuel ;
 - réunion exceptionnelle...

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du Titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

15.6 Mise à disposition d'un numéro de correspondance et d'une adresse courriel uniques

Dans les 7 jours ouvrés maximum suivant la notification du marché, le Titulaire doit mettre à disposition des services concernés du ministère un numéro de correspondance téléphonique et une adresse courriel unique.

Article 16 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, l'article 5.1 du CCAG-FCS s'applique.

Le non-respect de cette clause est sanctionné par les pénalités.

Article 17 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En application des dispositions des articles 34 à 37 du CCAG-FCS, le Titulaire accorde au ministère, de façon permanente, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet des prestations réalisées dans le cadre de la durée du marché.

Article 18 - PRIX DU MARCHE

18.1 Forme et contenu des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires et révisables conformément aux BPU du lot 1, du lot 2 et du lot 3. Les prix sont établis hors taxes sur la valeur ajoutée.

Les prix sont à renseigner dans l'annexe financière (bordereau de prix unitaires BPU) annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure, notamment :

- L'ensemble des frais nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, applicables aux prestations ;

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0, correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

18.2 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisés annuellement à compter de la notification de celui-ci par application de la formule décrite ci-dessous :

$$P1 = P0 \times (S1/S0)$$

dans laquelle :

- P1 = prix révisé
- P0 = prix d'origine ou dernier prix révisé
- S0 = dernier indice SYNTEC publié à la date de la précédente révision ou indice d'origine (dernier publié à la date de notification du contrat)
- S1 = dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

Les valeurs sont réputées avoir été établies sur la base des indices en vigueur le mois de la remise des offres.

La demande de révision sera transmise par courrier recommandé un mois avant la date anniversaire sous peine de rejet de la demande de révision.

18.3 Clause de sauvegarde

Si le nouveau prix dépasse de 6% le prix résultant des conditions initiales, la personne publique se réserve le droit de résilier, sans indemnité, avec un préavis de 15 jours, la partie non exécutée des prestations à la date du changement.

18.4 Modalité de facturation

Dans le cas de l'émission de bons de commande via le logiciel Chorus, la transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique,
- de l'ordonnance n° 2021-1190 du 15 septembre 2021 relative à la généralisation de la facturation électronique,
- de l'arrêté du 7 octobre 2022 relatif à la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction.

La transmission est obligatoirement sous forme électronique.

Les paiements interviennent après le constat du service fait sur la base des factures comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de facturation,
- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro d'engagement juridique CHORUS de l'accord-cadre,
- la date de notification de l'accord-cadre,
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du bon de commande,
- les nom et adresse de la personne publique,
- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Pour chaque titre et chaque destinataire :

- l'identification du (des) titres,
- le nombre d'exemplaires livrés,
- le prix public à l'unité en € HT et TTC,
- le taux de remise consenti,
- le taux de TVA applicable,
- le prix à l'unité remis en € HT et TTC.

Pour l'ensemble de la facture :

- le montant cumulé en € HT et TTC par taux de TVA.
- le montant total en € HT et TTC.

Le constat du service fait est effectué dans le cadre d'un achat après émission d'un bon de

commande.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du prestataire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par la personne publique aux torts exclusifs du prestataire.

18.5 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

18.6 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

18.7 Modalités de transmission des factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code général des impôts et au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- **par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) :** Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- **en utilisant des web services (en mode API – Application Programming Interface) :** Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins soit :

- de déposer ses factures sur le portail ;
- dessaisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

[Communauté Chorus Pro – Toute l'information et la documentation sur Chorus Pro](#)

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

Article 19 - Modalités de règlement

Le règlement se fait par virement administratif.

COMPTE A CREDITER :				
Domiciliation	<input type="text"/>			
Référence bancaire	Code banque	Code Guichet	n° du compte	RIB
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Le Titulaire joint un RIB.

Le délai de paiement des factures est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par les services de l'administration conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires applicables est « *égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.* ».

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Ils sont calculés sur le

montant total dû, toutes taxes comprises, après application, le cas échéant, des clauses de révision et de pénalité.

Conformément à l'article D.2192-35 du Code de la commande publique, s'ajoute aux intérêts moratoires une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

La personne habilitée à signer l'accord-cadre est le Secrétaire Général du ministère de la Justice.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le ministre de la Justice.

Le comptable assignataire est le chef du service de contrôle budgétaire et comptable du ministère de la Justice.

19.1 Nantissement ou cession de créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Chaque bon de commande peut être nanti, l'accord-cadre ne comportant pas de montant minimum.

Le pouvoir adjudicateur remet, sur demande du Titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est la Secrétaire Générale.

19.2 Avances

Les modalités de versement de l'avance sont fixées par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 30 % pour les TPE/PME conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

Article 20 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

20.1 Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être Titulaire d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le Titulaire doit donc être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. La garantie doit être suffisante.

Le Titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les éventuels sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

20.2 Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail et dans le cas où les ministères seraient dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le Titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 20 du présent CCAP.

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSi " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

20.3 En cas de modifications relatives au Titulaire du marché

20.3.1 Changement de dénomination sociale ou de compte du Titulaire

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le Titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique en communiquant un nouveau RIB ou son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

20.3.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le Titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

Article 21 - REMISE DE DOCUMENTS ATTESTANT DE L'ABSENCE D'EMPLOI ISSIMULE

21.1 Travailleurs étrangers

Le Titulaire établi ou domicilié à l'étranger est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents demandés par les articles D.8222-7 et 8 du Code du

travail.

Le Titulaire établi en France est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par l'article D. 8222-5 du Code du travail.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de cette liste est effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du marché, les clauses

21.2 Travailleurs détachés

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le Titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur, avant le début du détachement, une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'Inspection du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-1 du Code du travail.

Chacun des sous-traitants directs ou indirects que le pouvoir adjudicateur accepte en application de l'article 3 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, ainsi que chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle un de ces sous-traitants ou un de ces cocontractants a contracté, fournit au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'Inspection du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-1 du Code du travail.

Le pouvoir adjudicateur vérifie également, avant le début du détachement, que les entités mentionnées ci-dessus, qui détachent des salariés, se sont acquittées de l'obligation mentionnée au I de l'article L.1262-2-1 du Code du travail.

En outre, si le pouvoir adjudicateur est informé par écrit par l'un des agents de contrôle mentionnés à l'article L.8271-1-2 du Code du travail du non-paiement partiel ou total du salaire minimal légal ou conventionnel dû au salarié, détaché au sens de l'article L.1261-3 du Code du travail, par son cocontractant, par un sous-traitant direct ou indirect ou par un cocontractant d'un sous-traitant, il enjoint aussitôt, par écrit, à ce sous-traitant ou à ce cocontractant, ainsi qu'au donneur d'ordre immédiat de ce dernier, de faire cesser sans délai cette situation.

À compter du jour de la réception de l'injonction mentionnée à l'article L.262-4-3 du Code du travail, l'employeur détachant des salariés informe dans un délai de sept jours le pouvoir adjudicateur des mesures prises pour faire cesser la situation. En cas d'absence de régularisation effective de la situation par l'employeur, le maître d'ouvrage résilie le marché pour faute conformément à l'article R.1263-17 du Code du travail.

Si le soumissionnaire retenu est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Article 22 - LANGUES

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

Article 23 - RESILIATION

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS .

Article 24 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques du Titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 25 - PENALITES

Par dérogation aux dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard n'est pas limité à 10% du montant total HT du marché et le Titulaire n'est pas exonéré de pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. Il est engagé dès le premier euro.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

Outre la possible réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées par le pouvoir adjudicateur lors des opérations de vérification dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG-FCS, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur est susceptible d'appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Les pénalités dont le Titulaire pourrait être redevable, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer au Titulaire sur la facture mensuelle.

Le détail des pénalités applicables est précisé ci-dessous :

Pénalités communes à l'ensemble des trois lots :

Grilles des pénalités	Prix HT
Retard de transmission des statistiques et documents prévus aux marchés	100 €

Non présence à une réunion obligatoire (exemple : réunion de bilan / réunion suite à une mise en demeure, autre figurant au CCTP, Etc.) et non prévenance 48h avant (sauf cas force majeur).	500 €
Pénalité pour le non-respect du règlement général pour la protection des données	5 000 €
Pénalité en cas de non-respect des obligations concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail	5 000 € / jour calendaire de retard.**
Pénalité en cas de non transmission du contrat de sous-traitance, en application des dispositions de l'article L.2193-7 du Code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande	500 € / jour
Non – présentation au ministère du changement de l'interlocuteur principale ou de modification de son équipe dans un délais de 10 jours ouvré après la prise d'effet de la modification.	100 € / jour
Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	5 000 € / manquement ***

Pénalités pour le lot 1 Base de données médias (print, en ligne, audiovisuels) permettant la réalisation de revues de presse (par le Titulaire ou le ministère) et l'alerting

Grilles des pénalités	Prix HT
Média manquant (par jour et par média, après un délai de 5 jour ouvré après un échange signifiant le dysfonctionnement)	150 €
Article manquant (par article, après un délai supérieur à 1h après la demande)	150 €
Demande non traitée (par demande)	500 €
Alerting dysfonctionnant par mail ou sur la plateforme de messagerie demandée par le ministère de la Justice (par jour et par support)	300 €
Retard de diffusion d'une revue de presse thématique supérieur à 30 minutes (par revue de presse concernée)	150 €
Article manquant dans une revue de presse thématique (par article)	300 €
Intégration d'un article qui ne concerne pas le sujet traité par une revue de presse (par article)	150 €
Template inadapté (par template)	500 €
Plateforme inaccessible ou dysfonctionnante (par jour)	300 €
Mauvaise retranscription (erreurs manifestes, fautes d'orthographe, réécriture)	300 €

Non livraison d'une retranscription commandée	500 €
Non livraison d'une alerte audiovisuelle commandée	500 €
Mauvais paramétrage d'une alerte audiovisuelle (oubli de mot clé)	150 €
Mauvaise qualification d'une alerte audiovisuelle (identité des intervenants, fonction, principales déclarations, etc)	150 €
Retard dans la diffusion d'une alerte ou d'une retranscription (par demi-heure)	150 €

Pénalités pour le lot 2 Réalisation quotidienne de trois panoramas de presse (national, régional et light) et d'une synthèse quotidienne de la presse nationale et régionale

Grilles des pénalités	Prix HT
Absence d'un article majeur dans le panorama sur le ministre, le ministère, les directions, l'actualité justice, etc. (par article)	150 €
Mauvais classement d'un article dans le panorama (par article)	50 €
Dysfonctionnement dans la présentation et la lisibilité d'un article (texte incomplet, tronqué, défaut de police ou de couleur, photo manquante, etc.)	150 €
Ajout d'un article d'une date supérieure à 24h (par article, sauf consigne contraire du ministère)	100 €
Absence d'un média dans le panel du Titulaire du marché (par jour après le 5e jour ouvré après le mail de saisie)	300€
Retard dans la diffusion d'un panorama (par demi-heure de retard après la première demi-heure)	100 €
Non diffusion d'un panorama (par jour et par panorama)	300 €
Erreur significative dans la synthèse des médias	150 €
Retard dans la diffusion de la synthèse (par demi-heure de retard après la première demi-heure)	100 €
Non livraison de la synthèse (par jour)	300 €
Mauvaise diffusion du panorama ou de la synthèse (erreur dans la liste de diffusion)	100 €
Template inadapté	500 €

Pénalités pour le lot 3 Veille et rédaction de notes d'analyse médias et réseaux sociaux

Grilles des pénalités	Prix HT
Retard de livraison dans un livrable commandé (par livraison et par demi-heure après la première demi-heure)	300 €
Non réponse à une commande	2 500 €

Erreur manifeste d'analyse dans le livrable (angle majeur ou sensible manquant, éléments quantitatifs incorrects, etc.)	500 €
Template inadapté	500 €

**** :** 5 000 € par jour calendaire de retard. Toutefois, le montant global de cette pénalité est égal, au plus, à 5% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.9224-1, L.9224-2 et L.9224-5 du Code du travail.

******* En application de l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le Titulaire encourt après mise en demeure préalable une pénalité de 5 000 € par manquement.

Article 26 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC 4).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise de l'acte spécial de sous-traitance et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Article 27 - DIFFERENDS ET LITIGES

27.1 Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution. L'acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations

27.1.1 Principes communs au règlement amiable des différends

Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends La médiation ou la

conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs. À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au Code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le Code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

27.1.2 Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs
13 place Vendôme

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) Titulaire(s) du marché et le ministère.

Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande :
 - son numéro de SIRET,
 - l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
 - l'objet de sa sollicitation,
 - le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.
-

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.
Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du Code de justice administrative.

23.1.3 Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le Titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des

entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public

1C - Bâtiment Condorcet

6, rue Louise Weiss - Télédocus 353

75703 PARIS Cedex 13

27.2 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Tous les litiges survenus entre les parties à l'occasion du présent accord-cadre et qui ne pourraient pas être résolus de manière amiable, sont de la compétence du :

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy

75004 PARIS

01.44.59.44.00

Article 28 - Article 27 – DEROGATIONS AU CCAG-FSC

Liste indicative des dérogations :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FSC auquel il est fait dérogation
Article 15.3 et 15.4	Art 3.4.3
Article 25	Art. 14 relatif aux pénalités